

DECLARATION EN SOUTIEN AU COMBAT DU DR MUGWEGE, DES ONG AFRICAINES DEMANDENT JUSTICE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE EN RDC

Lomé, 15 Septembre 2020

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 2020, des hommes en arme ont, à Kipupu, sur les hauts plateaux du Sud-Kivu, abattu au moins dix-huit (18) personnes. Conscient que, si de tels actes continuent, c'est parce que les auteurs sont presque assurés de jouir de l'impunité, le Dr Denis MUKWEGE, Prix Nobel de la paix a, dans un tweet publié le 23 juillet 2020, dénoncé, à juste titre, ce massacre commis dans ledit village. Il a alors rappelé que les tueries perpétrées dans cette zone ont fait, à ce jour, plus de six (6) millions de morts et qu'il fallait mettre sur pied un tribunal pénal pour juger les auteurs de ces actes. Cette prise de position a valu, à lui-même et à ses proches, des intimidations et menaces de mort.

Les organisations africaines de défense des droits de l'Homme, signataires de la présente déclaration sont profondément préoccupées par cette situation. En effet, le Dr Denis MUKWEGE mène depuis 20 ans un combat remarquable et important pour la lutte contre les violences faites aux femmes et l'impunité. Son engagement a permis à des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants en République Démocratique du Congo (RDC), en Afrique et dans le monde pris dans l'étau et la tourmente des violences et des conflits, de trouver une voix pour défendre leurs causes.

Nos organisations voudraient donc condamner avec la plus grande fermeté ces intimidations et menaces de mort qui ne sont donc plus seulement dirigées vers sa personne mais contre l'ensemble des acteurs qui se reconnaissent dans ce combat et contribuent à l'avènement d'un monde respectueux des droits de l'Homme et débarrassé des violences. Elles sont également dirigées contre toutes les victimes dont les actions du Dr Denis MUKWEGE ont et pourront contribuer à soutenir.

A cet égard, nous voudrions nous féliciter de la levée de boucliers suscitée par cette situation et qui s'est manifestée à travers différentes marches de soutien, appels urgents et déclarations de différents acteurs à savoir de la société civile, du monde politique, des Nations Unies et de la communauté internationale. Nous saluons les récentes mesures prises par la MONUSCO pour assurer la protection du Dr MUKWEGE et de son équipe.

Cette situation démontre par ailleurs le défi colossal que représente la lutte contre l'impunité en RDC et la volonté de certains acteurs impliqués de loin ou de près dans ces graves violations des droits de l'Homme de s'extraire de l'action de la justice et des principes de l'Etat de droit.

Nous voudrions donc dénoncer ces pratiques malveillantes, attentatoires à l'espace civique et aux droits de l'Homme et exhorter

- **L'Etat de la République Démocratique du Congo à :**

- mener des enquêtes sur les menaces de mort et intimidations reçues par le Dr Denis MUKWEGE et ses proches, situer les responsabilités et prononcer des sanctions, conformément à la rigueur de la loi ;
- continuer de soutenir les actions du Dr Denis MUKWEGE dans la lutte contre les violences faites aux femmes et l'impunité ;
- s'attaquer résolument au problème de fond qui est la demande de justice pour les victimes de violence sexuelle.

- **Les Nations Unies et la communauté internationale à :**

- continuer de renforcer la sécurité et la protection du Dr Denis MUKWEGE et ses proches ;
- appuyer les actions de l'Etat de la RDC pour mettre définitivement fin à l'impunité dont jouiraient les auteurs de violences sexuelles.

Sans la justice, il ne peut y avoir de paix. Nous voudrions donc saisir cette opportunité pour avoir une pensée de solidarité pour toutes ces personnes qui, en Afrique et à travers le monde, perdent leurs vies, leur liberté, leur sécurité, leurs proches et leurs biens au profit

de leur combat pour une société juste, équitable et démocratique. La situation du Dr Denis MUKWEGE doit nous rappeler que le « droit » de défendre les droits de l'Homme doit être plus que jamais défendu.

LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

- 1) Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme (CDFDH), Togo
- 2) Réseau Ouest Africain des Défenseurs des droits Humains (ROADDH),
- 3) Coalition Togolaise des Défenseurs des droits de l'Homme (CTDDH), Togo
- 4) Cercle d'Initiatives Citoyennes pour le Challenge et le Changement en Afrique (CICCA), Togo
- 5) BATIR Le Togo,
- 6) Alternative Leadership Group (ALG), Togo
- 7) Centre pour les droits civils et politique (CCPR Centre), Bureau Afrique
- 8) Association Internationale des Médecins pour la promotion de l'Education et la Santé en Afrique (AIMES-AFRIQUE), Togo
- 9) Groupe de réflexion et d'action, Femme, Démocratie et Développement (GF2D), Togo
- 10) Action Chrétienne pour le Développement Intégral de l'Enfance et de la Jeune Fille (ACDIEF), Togo
- 11) Halsa International, Togo
- 12) Association Nos Années de Vie (ANAVIE), Togo
- 13) WeWomen, Togo
- 14) Changement Social Benin
- 15) Human Rights Priority (HRP), Benin
- 16) Novox CI, Côte d'ivoire

- 17) Tournons la Page, Côte d'Ivoire
- 18) Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO-CI),
- 19) Coalition Ivoirienne pour la CPI, Côte d'Ivoire
- 20) Réseau Equitas Côte d'Ivoire
- 21) Centre d'Information et de Formation sur les Droits de l'Homme en Afrique (CIFDHA), Burkina Faso
- 22) SemFilms, Burkina Faso
- 23) Centre d'Information et de Documentation Citoyennes (CIDOC), Burkina Faso
- 24) Centre pour la Qualité du Droit et la Justice (CQDJ), Burkina Faso
- 25) Action for Human and Social Development (ACTHUSODE), Burkina Faso
- 26) Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA), Gambie
- 27) Association Democratie101, Mali
- 28) Coalition Malienne pour la CPI/CMCPI, Mali
- 29) Rencontre Africaine pour La Défense des Droits de l'Homme (RADDHO), Sénégal
- 30) Ligue Africaine des Blogueurs et Cyber Activistes pour la Démocratie (AFRICTIVISTES), Sénégal
- 31) Dakar Ville Créative pour la Paix l'Abondance et les ODD, Sénégal
- 32) Coalition Guinéenne pour la Cour Pénale Internationale (CGCPI) Conakry-Guinée
- 33) EMERGING SOLUTIONS AFRICA(ESA), Uganda

Press contact : Godwin ETSE,
Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme (CDFDH), Togo
centredfdh@gmail.com / wini01wini@gmail.com
+228 97 04 45 98 / +228 99 89 88 90